

**Point de presse de la porte-parole -
Sénégal/Déplacement de M.
Jean-Baptiste Lemoyne - Centre de
crise et de soutien/Signature d'une
convention de coopération avec le
Fonds de garantie des victimes des
actes de terrorisme et d'autres
infractions - CPI/20ème
anniversaire du Statut de Rome -
République
centrafricaine/Déclaration
présidentielle au Conseil de sécurité
des Nations unies - Iran/JCPOA
(Paris, 17 juillet 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Sénégal - Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne (17-18 juillet 2018)

Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend au Sénégal les 17 et 18 juillet.

Cette visite sera l'occasion de faire le point sur l'état d'avancement des projets lancés lors de la visite du président de la République au Sénégal en février dernier et d'évoquer les dossiers de diplomatie économique.

Le secrétaire d'Etat aura un entretien avec le président Macky Sall et s'entretiendra avec le ministre des affaires étrangères, Sidiki Kaba, ainsi qu'avec le ministre de l'économie et des finances, des infrastructures terrestres et le ministre du tourisme.

Ces entretiens permettront de faire un large tour d'horizon de la relation bilatérale et d'échanger sur les questions régionales.

2 - Centre de crise et de soutien - Signature d'une convention de coopération avec le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions (17 juillet 2018)

Le Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des affaires étrangères signe aujourd'hui une convention de partenariat avec le Fonds de garantie des victimes des

actes de terrorisme et d'autres infractions (FGTI). Cette convention renforce la coopération et les échanges d'information entre les deux organismes afin d'améliorer l'orientation et la prise en charge des victimes d'attentats en France et à l'étranger.

Le FGTI est l'un des partenaires du CDCS dans le cadre de la prise en charge des victimes françaises d'attentats commis à l'étranger ou en France et des victimes étrangères d'attentats commis en France. Il est chargé de l'indemnisation et de l'accompagnement des victimes d'attentats et de leurs proches dès la survenance du drame et durant les différentes étapes nécessaires à l'obtention de la réparation intégrale et personnalisée de leurs préjudices. Le Fonds de garantie participe notamment à la Cellule interministérielle d'aides aux victimes (CIAV) activée par le Premier ministre en cas d'attentat terroriste sur le territoire national et pilotée par le directeur du CDCS.

3 - CPI - 20ème anniversaire du Statut de Rome

Le 17 juillet 1998, le Statut de la première Cour pénale internationale permanente était adopté, à Rome, par 120 Etats afin de permettre le jugement des responsables des crimes les plus graves. Ainsi, un pas important dans la lutte contre l'impunité était franchi, grâce à la création de cette juridiction pénale à vocation universelle.

En effet, la Cour pénale internationale est compétente pour juger des auteurs de crimes de génocide, crimes de guerre et contre l'humanité lorsque les Etats ne sont pas en mesure de le faire ou n'en ont pas la volonté. Les Etats conservent la responsabilité première de juger les auteurs de ces crimes. La Cour pénale internationale peut être saisie par un Etat, par le procureur ou par le Conseil de sécurité des Nations unies.

La France, qui a joué un rôle majeur dans la négociation du Statut de Rome, l'a signé le jour même de son adoption.

Nous sommes attachés aux équilibres garantis par le Statut, entre cultures juridiques, entre les langues de la Cour, entre le rôle des Etats et l'indépendance de la Cour ainsi qu'entre les pouvoirs du procureur et les droits de la défense.

Ce jour, 17 juillet 2018, marque également le déclenchement d'une compétence de la Cour pénale internationale sur le crime d'agression, en vertu d'amendements adoptés en 2010 et d'une décision de l'Assemblée des Etats parties adoptée en 2017. Celle-ci a confirmé que, conformément au Statut, la Cour n'exerce pas sa compétence, en cas de renvoi par un Etat partie ou de sa propre initiative, lorsque les faits en cause ont été commis par un ressortissant d'un Etat partie qui n'a pas ratifié ces amendements ou sur le territoire de cet Etat. Ces amendements n'ont pas été ratifiés par la très grande majorité des Etats parties, en particulier par la France, qui n'accepte donc pas cette compétence. Celle-ci pourrait conduire en effet à des appréciations contradictoires entre la Cour et le Conseil de sécurité sur l'existence d'un acte d'agression.

La France soutient la Cour de façon opérationnelle, tant par sa contribution budgétaire que par

le niveau de sa coopération avec la Cour. Elle encourage les organes de la Cour à poursuivre leurs efforts pour qu'elle puisse accomplir sa mission de justice avec efficacité. Elle appelle tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le Statut de Rome.

4 - République centrafricaine - Déclaration présidentielle au Conseil de sécurité des Nations unies (13 juillet 2018)

La France se félicite de l'adoption par le Conseil de sécurité d'une déclaration présidentielle sur la situation en RCA.

Le Conseil de sécurité renouvelle ainsi son soutien au président Touadéra, à ses efforts pour restaurer la paix et la stabilité en RCA, et appelle les autorités centrafricaines à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour avancer dans le dialogue avec les groupes armés et dans la promotion de la réconciliation nationale, le rétablissement de l'autorité de l'Etat, la réforme du secteur de la sécurité et la lutte contre l'impunité.

Le Conseil de sécurité rappelle également sa forte préoccupation face à la persistance des violences et des activités déstabilisatrices perpétrées par les groupes armés, et appelle ces derniers à déposer sans délai et sans condition les armes et à s'engager dans le processus de paix.

Le Conseil réitère son appui à l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en RCA et à sa feuille de route adoptée à Libreville en juillet 2017, en soulignant l'urgence de progrès dans la mise en place d'un dialogue ambitieux et inclusif avec les groupes armés et les différents segments de la société centrafricaine. Le Conseil souligne l'importance du rôle joué dans ce cadre par l'Union africaine et les pays et organisations de la région, et les appelle, ainsi que les autorités centrafricaines, à poursuivre et renforcer leurs efforts pour la mise en oeuvre de la feuille de route de Libreville.

Le Conseil réaffirme son plein soutien à la MINUSCA, qui joue un rôle essentiel pour la stabilisation du pays, au prix d'un lourd tribut.

Le Conseil de sécurité rappelle enfin son appréciation du travail effectué par la mission européenne EUTM RCA de formation des forces armées centrafricaines et appelle à la bonne coopération entre les autorités centrafricaines et leurs partenaires internationaux pour assurer un redéploiement progressif et durable des forces de défense et de sécurité intérieure.

5 - Iran - JCPOA

Q - Pour sauver l'accord nucléaire iranien, considérez-vous la possibilité d'ouvrir des comptes de la banque centrale iranienne chez la Banque de France (et chez les autres banques centrales européennes) ?

R - Le JCPOA reste en place. Nous sommes attachés à sa mise en oeuvre, dans toutes ses dimensions, par toutes les Parties à l'accord de Vienne. Nous étudions avec nos partenaires les moyens pour que l'Iran continue de bénéficier dans la mesure du possible des bénéfices économiques attachés à la mise en oeuvre de l'accord, pourvu qu'il continue de respecter intégralement ce dernier./.